

Cybercriminalité en région : une victime raconte son « traumatisme »



Cybercriminalité
en région : une
victime raconte
son
« traumatisme »

La lutte contre la cybercriminalité se joue aussi en région. Parmi les victimes de ces nouvelles pratiques de fraude numérique, des particuliers mais aussi des entreprises. Bruno a récemment vécu une attaque informatique dans son agence immobilière à Lunel. Il raconte.

C'était il y a un mois, au retour d'un week-end. Bruno rouvre son agence immobilière et se retrouve sans téléphone. La société qui gère son système de téléphonie déportée le prévient alors : « Nous vous avons coupé parce que nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un problème. » Les lignes de l'entreprise ont en fait été victimes durant le week-end d'un hacker. Lequel a pu se brancher sur ses lignes et les a dirigées vers un service surtaxé au lieu du bas prix initial choisi par le chef d'entreprise et son opérateur.

« Et s'ils avaient pris nos fichiers ? »

Repérée très rapidement, la fraude n'aura eu que peu d'incidence financière : « 300 à 400 euros de téléphone volé, précise Bruno. Mais c'est un véritable traumatisme ! Quand j'ai appris ça, il y a eu dix minutes de flottement, où je me suis posé beaucoup de questions ! Ce n'est pas tant ce qu'ils m'ont volé, mais ce qu'ils auraient pu faire. Ils ont pu rentrer. Et s'ils avaient pris nos fichiers ? Quasiment toutes nos données sont informatisées... Ils peuvent foutre en l'air une entreprise ! » Cinq cents dossiers de propriétaires et leur historique, toute la comptabilité de l'agence...

Bruno a immédiatement porté plainte à la gendarmerie de Lunel. « Ils ont un super-service. Ils ont été à l'écoute, ont pris le problème au sérieux et très rapidement, ils sont remontés jusqu'à la source, dans un pays lointain. Vers Israël, je crois. Ils ont retrouvé le hacker, même s'il est impossible d'aller le chercher. Vous vous rendez compte de ce que ces gens sont capables de faire ! » Et de saluer le travail d'investigations des militaires.

« Les gens paient. Ils n'ont pas d'autre choix. »

Ces derniers rencontrent d'ailleurs souvent ce type de piratage des autocom ces derniers temps, avec des montants qui peuvent s'envoler à plusieurs dizaines de milliers d'euros si la fraude n'est pas détectée assez tôt. Bruno, lui, a finalement été remboursé par son opérateur. Il a renforcé son système de façon simple.

Ce qui n'empêche pas l'inquiétude de se retrouver un jour avec ses données prises en otage ou chiffrées... « J'ai plusieurs collègues qui ont répondu à des e-mails et qui se sont retrouvés victimes d'un chantage. Les gens paient. Ils n'ont pas d'autre choix » explique-t-il...[lire la suite]

Notre métier : Vous aider à vous protéger des pirates informatiques (attaques, arnaques, cryptovirus...) et vous assister dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur
: <https://www.lenetexpert.fr/formations-cybercriminalite-protection-des-donnees-personnelles>



Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en protection des « Données à Caractère Personnel ».

- Audits Sécurité (ISO 27005) ;
- Expertises techniques et judiciaires (Avis techniques, Recherche de preuves téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...);
- Expertises de systèmes de vote électronique ;
- Formations et conférences en cybercriminalité ;
(Autorisation de la DRTEF n°93 84 03041 84)
- Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés) ;
- Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.



[Contactez-nous](#)

Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : Cybercriminalité en région
: une victime raconte son « traumatisme »